

# Le secteur privé dans le Bassin du Congo et le marché carbone

herve bourguignon



# Plan

- ❑ Importance du secteur forestier et constat.
- ❑ La production d'énergie à partir de déchets
- ❑ Le projet AFD
- ❑ L' Afrique bien placé au plan de la gestion durable
- ❑ La certification peut-elle donner accès à des crédits carbone dans le cadre de REDD?
- ❑ La valorisation et la réduction des émissions
- ❑ Conclusion



## Un constat

- L'Afrique ne profite pas du tout du marché carbone
- Le secteur privé non plus
- Biomasse insuffisamment valorisée
- Pas de projet cogénération
- Pas de projet carbone sur le marché MDP
- L' Afrique bien placé au plan de la gestion durable
- REDD demain quelles perspectives?

# L'importance du secteur forestier dans le Bassin du Congo

- ❑ 300 entreprises formelles
- ❑ Deuxième secteur après le pétrole
- ❑ Entre 5 et 12 % du PNB
- ❑ Un contributeur majeur au budget des états de 140 millions d'€ par an
- ❑ Un secteur exportateur de premier plan
- ❑ 100 000 employés





# Absence de production d' énergie à partir des déchets et le marché MDP

- Constat: Insuffisante valorisation des déchets (malgré des rendements médiocres)
- Aujourd'hui aucune installation de cogénération n'est en marche.
- Pourquoi?
- Climat des affaires
- Défiance vis à vis des investisseurs pour les investissements lourds à « Pay back » long.
- Pas de financement local
- Technicité et coût du montage du dossier
- L'absence de méthodologie intéressante pour le méthane



# Absence de production d'énergie à partir des déchets et le marché MDP

- ❑ Risque technique
- ❑ Absence de technicien pour la supervision et la maintenance.
- ❑ Aucun essai n'a été convainquant jusqu'à présent
- ❑ Pas de possibilité de revente de l'électricité sur le marché local
  - contrairement au Brésil
  - Pas de marché intérieur de Pellet ( à créer)
- ❑ Alors que le Brésil et la Chine en profitent!

# Etude de l'AFD

- Projet destiné à lancer la cogénération dans le Bassin du Congo
- Diminuer notamment le risque technique et étudier les possibilités de mutualisation des coûts
- Les sites propices:
  - Les scieries moyennes et grosses et les grosses usines de déroulage
  - Les implantations loin des ports
  - Nord Congo, RDC, Est Cameroun...
- Les éléments financiers
  - Hypothèse de départ: un baril à 70\$
  - Rentabilité : entre 17 et 25 %
  - Pay back entre 5 et 7 ans mais sur une base de 150 \$/ B, bien meilleur.

## Etude de l'AFD (suite)

- L'investissement :
  - 3 à 4 millions d'€ par tranche d' 1 megaW
- Le marché MDP:
  - Sur 10 ans entre 200 000 et 600 000€ ( à diviser par 10)
  - Réduit un peu le Pay back, néanmoins coût du dossier d'environ 50 à 100000€.
- Les déchets: point critique
  - La quantité et la qualité
  - Les populations locales
- Malgré cet accompagnement, la crise risque de repousser les investissements qui reste à la charge de l'entreprise



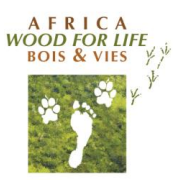


## Etude de l'AFD (fin)

- Le projet envisage d'étudier l'électrification des populations rurales
- Problème de la revente de l'électricité excédentaire.



# **l'Afrique est avancée en gestion durable**



- Des codes forestiers complets
- Des APV / Flegt en cours
- Une couverture de certification FSC de 4,2 millions d'hectares pour une surface consacrée à l'exploitation d'environ 40 millions d'hectares: soit plus de 10%!
- Mais une gouvernance à améliorer
- Le Congo Brazzaville est bien placé



# la certification peut-elle ouvrir des crédits carbone dans le cadre de REDD?

- La protection des forêts tropicales va de pair avec sa meilleure valorisation.
- La valorisation des forêts est faible si elle se limite au bois
- Au Brésil, valorisation des déchets- ex: Sikel et l'industrie sidérurgique, Precious Woods et la cogénération
- Une plantation de palmier à huile rapporte entre 4000 et 9000 us\$ par hectare.
- Le problème est plus général. Il concerne non seulement l'industrie du bois mais aussi l'industrie de la pâte à papier.
  - Au CMF à Buenos-Aires, l'IIASA (International Institute for applied systems analysis) et la Georgia Institute of technology ont montré que le ROCE depuis 10 ans du secteur bois –papier n'excédait pas en moyenne 4%, loin du coût du financement
- REDD est –il la solution?



# la certification peut-elle ouvrir la voie à des crédits carbone dans le cadre de REDD?

- Dans le Bassin du Congo, qui aura droit aux crédits carbone?  
Les projets ou les pays?
- La « base line »; L' additionnalité et les fuites ne s'analysent pas aux bornes d'une concession
- Néanmoins, la certification FSC, attestant de la bonne gestion forestière reste une des « briques élémentaires »
- Pas de réponse aujourd'hui
- En tous cas, les entreprises peuvent par leur certification aider les états à se mettre en position pour percevoir



# L'amélioration de la valorisation économique des forêts et la réduction des émissions

- ❑ l'industrie doit trouver tous les moyens d'améliorer la valorisation de ses produits
  - PFNL
  - Valeur ajoutée
  - Meilleurs rendements
  - Marché local (moins d'émissions)
  - Eco paiements pour services rendus à la forêt?
- ❑ Les marchés volontaires ou fonds privés peuvent aider
- ❑ Le cas de « Intact Forest Landscape »

- ❑ Grace au projet AFD une chance de voir la cogénération se développer – a condition que la crise le permette.
- ❑ Quant à REDD:
  - ❑ Le Bassin du Congo a mieux protégé sa forêt. il peut être pénalisé par rapport au Brésil
  - ❑ Mais il a un stock que les ONGs veulent protéger
    - ❑ La gouvernance est au cœur.
- ❑ La masse d' entreprises certifiées peut améliorer la position des pays